

**RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION NOVEMBRE 2020
REGION DU NORD**

CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

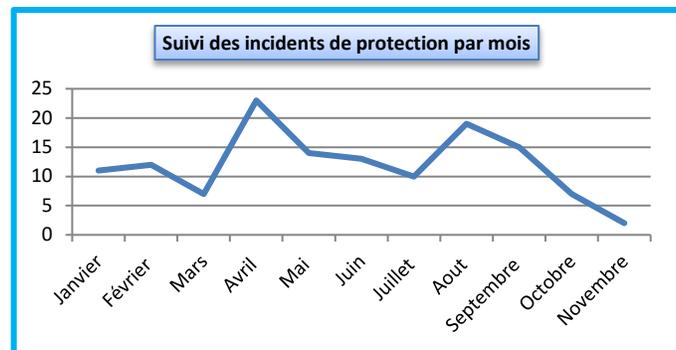
Dans la région du Nord, durant le mois de novembre une accalmie relative de la situation sécuritaire a été observée. Selon les informations relayées par les informateurs clés, il n’y a pas eu d’incidents majeurs au niveau de la région. Cette accalmie serait probablement due aux nombreuses négociations entre les Groupes d’Opposition Armés radicaux (GOA), et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Ces négociations pour un retour de la paix ont eu lieu dans les communes de Koumbri, Tangaye, Thiou, Banh et Sollé.

Il faut noter que dans lesdites communes, un consensus n’a toujours pas été trouvé entre les GOA et populations hôtes. Selon les informations recueillies du monitoring, les GOA auraient imposé leurs lois ; une imposition que les leaders communautaires n’ont pas acceptée. Des cadres de négociations sont prévues en décembre 2020 en vue d’aboutir à un consensus.

Dans la commune de Thiou, le soir après l’entame du processus de négociations, des tirs de sommation y ont été entendus. Ainsi, certains leaders communautaires s’inquiètent sur ces comportements des GOA. D’ailleurs, les incidents enregistrés ne sont pas de nature à rassurer quant à la sincérité de toutes les parties.

Plusieurs villages de la commune de Tangaye n’ont pu participer aux votes du 22 novembre du fait des menaces de représailles des GOA.

Cependant, dans la commune de Banh, les négociations avec les GOA semblent porter des fruits ; en ce sens que les animations dans les marchés ont repris et l’axe Bahn- Koumbri- Ouahigouya déminée ; donc praticable. Des déplacements ont été effectués par des résidents de Banh en direction de Ouahigouya et des camions ont pu rejoindre Banh sans incidents. Cette situation constitue une lueur d’espoir pour les populations déplacées et les ONG humanitaires qui étaient jusque-là confrontées à la question de l’accès aux zones à risques comme Banh.



A mon avis le tableau ci-dessus dit des incidents de protection comme intitulé devrait être insérer sous la rubrique Situation de protection

Situation de protection

Zones couvertes dans la période sous rapport – zones à risques

- Monitoring de Protection

Les activités du monitoring de protection ont concerné les localités suivantes :

- ✓ La **province du Yatenga**

Dans la commune de Ouahigouya où les focus groups se sont déroulés à Oufré, Thiou, Tougouzagué, site route de Youba et Saye. Également, dans la commune de Séguénéga, c'est à Gambo et Gorin que les focus groups ont été réalisés. Dans la commune de Barga, nous avons réalisé les focus groupes à Barga-centre.

Toujours dans le Yatenga, les activités du Projet 21 ont été réalisées à Barga-centre, Oula-centre, Son, Saye, Gourga, Sima, Sittigo, Gambo, Kossouka-centre et Séguénéga-centre . Ces activités ont consisté en des collectes d'informations auprès d'informateurs clés et de chefs de ménages. Mensuellement, il s'agit de repartir vers les mêmes informateurs clés pour administrer les outils du P21.

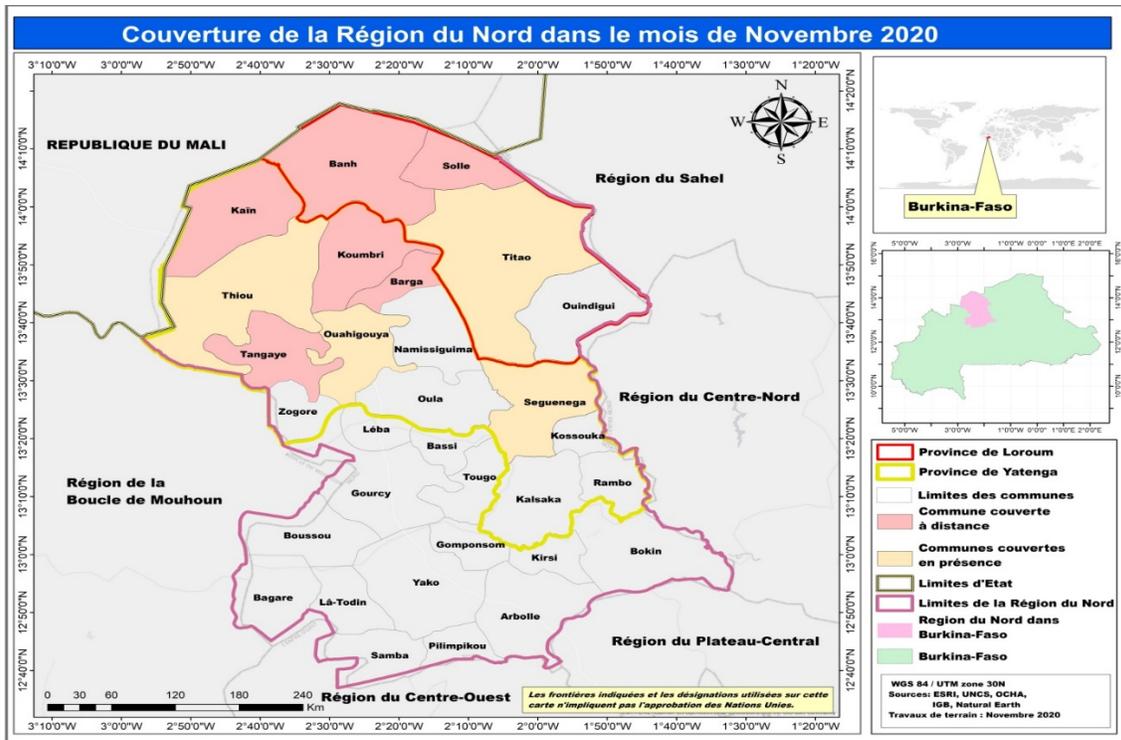
- ✓ La **province du Loroum,**

Les focus groups ont eu lieu dans la commune de Titao, avec Titao-centre, AK, You, Rambo, Sillia, Ouindigui à travers les villages de Hitté, Bouna, Tansilga, Golonga, Siguinonguin, Watinoma et Dougouri-Ouidi, où nous avons également fait des pré identifications de 5 PBS ainsi que des causeries éducatives sur la COVID-19. C'est à travers 48 missions de monitoring que toutes ces activités ont été réalisées.

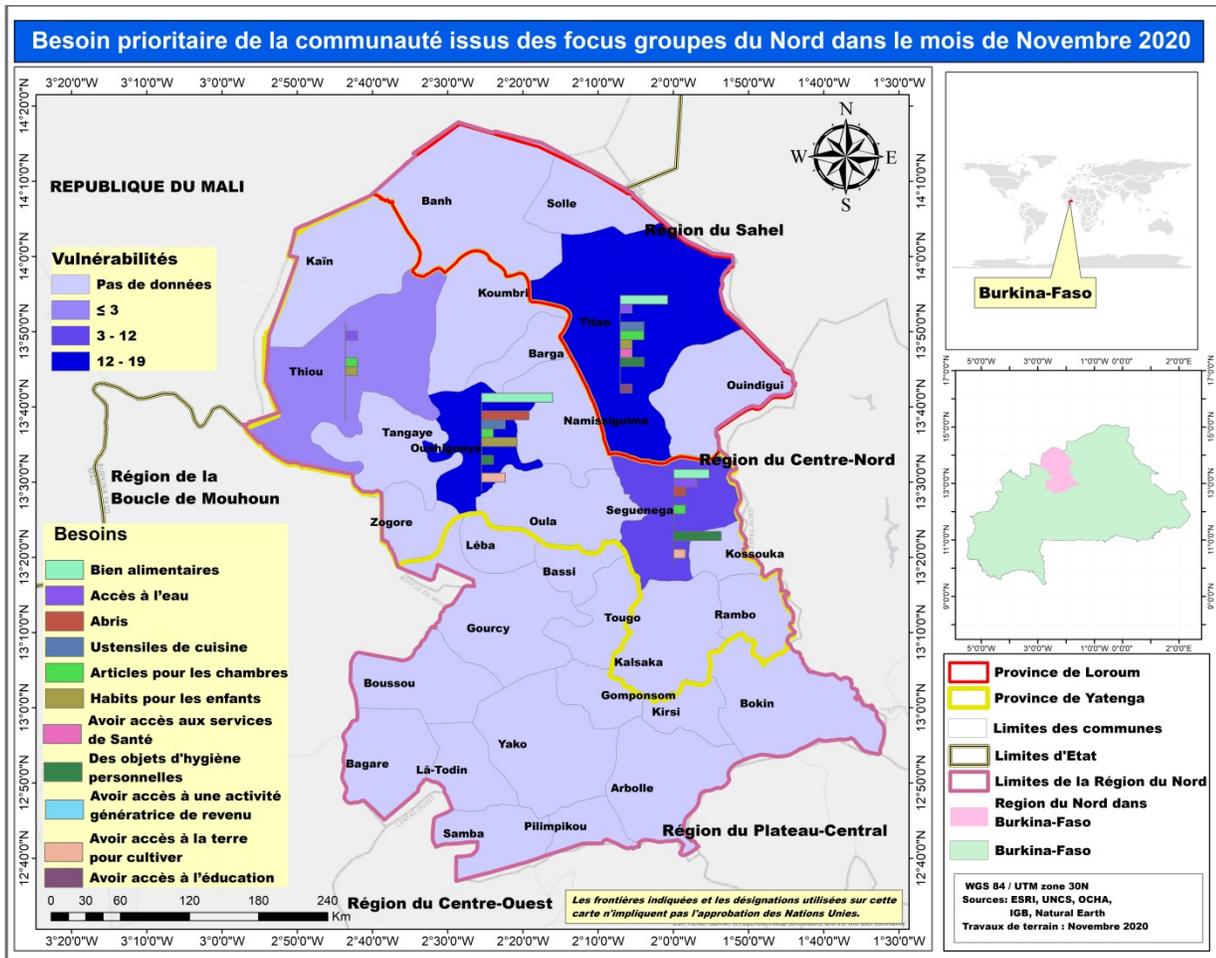
Les zones d'insécurité restent Tangaye, Banh, Barga et Thiou. Cependant, force est de relever que ces différentes zones sont accessibles de nos jours.

A la date du 25 novembre, 36 focus groups de discussions dans le cadre du monitoring communautaire ont été réalisés dans les zones de couvertures indiquées plus haut, dans le but de mieux apprécier les conditions, les besoins et les perspectives en termes de solutions durables des PDIs. Ces focus groups de discussions ont été réalisés aussi bien avec les femmes, les hommes que les enfants autant dans les communautés hôtes que PDIs et ont permis de toucher 102 personnes.

Le monitoring de protection à distance a été utilisé dans les départements comme Tangaye, Kain, Bahn et Sollé à cause de l'insécurité. Il ressort de ce monitoring que la situation sécuritaire dans ces zones est loin d'être rassurante et que les populations y vivent permanemment dans la psychose. Les services sociaux de base y sont rares. Il faut noter que des négociations entre HANI et VDP sont également en cours dans ces différentes localités.



Source : monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSONS-Nord



Source : monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSONS-Nord

Caractéristiques des mouvements de populations

Pour le mois de novembre 2020, aucun mouvement n'a été enregistré dans la région. Cependant certaines PDI dans la commune de Ouahigouya expriment le besoin de retour dans leurs différentes zones d'origine, et d'autres le besoin de relocalisation. La précarité des conditions de vie dans la zone de déplacement et l'impossibilité de pratiquer certaines activités telles que l'agriculture et l'élevage ont été quelques raisons avancées. Par ailleurs, selon ces populations qui envisagent les retours, elles identifieront à travers les VDP, des stratégies de sécurité afin de faire face à d'éventuelles attaques des GOA. Déjà, plusieurs mouvements pendulaires pour les récoltes ont été signalés dans les communes de Koumbri, Thiou, Ouindigui, Titao, Bahn et Ouahigouya.

Selon les données issues du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 10 novembre 2020, le nombre de PDI dans la région du Nord était de 76.218. Il faut mentionner que pendant les focus groups, il a été constaté que beaucoup de PDI attendent encore d'être enregistrées ; ce qui pourrait faire augmenter ce chiffre. Ces PDI n'ont enregistrées accèdent difficilement aux différentes assistances ; surtout en abris et vivres.

PROBLEMES DE PROTECTION

- **Situation sécuritaire - incidents de protection dans les zones sous couverture**

-Les atteintes à la propriété :

Une atteinte à la propriété a été enregistrée dans la région. Il s'agit de la commune de Koumbri, plus précisément dans le village de Soulou où un leader communautaire a vu son débit de boisson détruit par des HANI.

Les atteintes au droit à la liberté (intimidations) :

Les habitants des villages autour de Tangaye à savoir : Somwana, Kebekoro, Tougué-mossi, Tougué - Yarcé, Pella-Tibtitiguiya et Boudkamba ont été menacés par des HANI de ne pas participer aux élections du 22 novembre. En effet, près de 1000 personnes ont été touchées par cette menace. Cependant, dans des villages comme Kebekoro, Tougué-mossi et Pella-Tibtitiguiya, les bureaux de vote ont ouvert avec un retard (16h00).

Les atteintes à la vie :

Contrairement aux mois précédents le mois de Novembre fut calme. Aucune atteinte à la vie touchant des civils n'a été signalée. Cependant, 02 corps de VDP ont été retrouvés sans vie dans la nuit du 21 novembre sur l'axe Koumbri-Banh ; toutes choses qui créent la peur et la psychose chez les populations. Elles devront faire preuve de patience et de vigilance dans leurs mouvements quotidiens. Cet acte nous confirme également la présence des HANI dans cette zone et cela pourrait exposer ces populations à des risques de protection si rien n'est fait

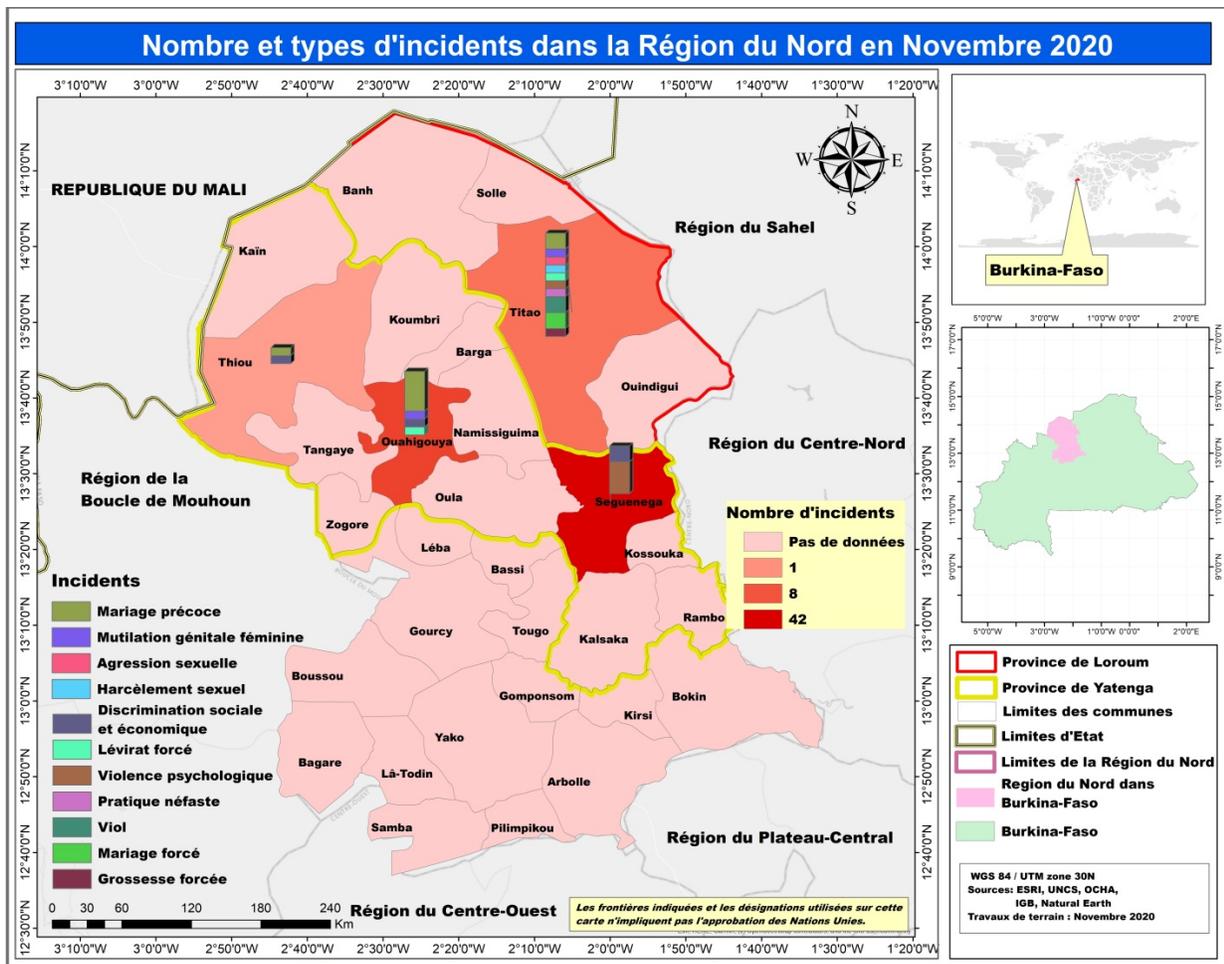
Déplacements forcés de personnes :

Pour ce mois, aucun déplacement forcé de populations n'a été observé et enregistré dans la région. Par ailleurs dans les communes telles que Kain et Banh, où les négociations ont abouti à un consensus, les populations se réjouissent de ce résultat. Cependant, elles font face à des difficultés liées à l'alimentation étant donné qu'elles n'ont pas pu cultiver pendant la saison hivernale. Ces populations ont besoin d'une assistance alimentaire prolongée. Par ailleurs, le déminage des axes de nos jours facilite les mouvements de populations et permet du coup l'accès aux humanitaires. Selon les informations reçues de nos informateurs clés, ces déminages sont l'œuvre des GOA et font suite aux négociations entre protagonistes. Selon nos sources, les GOA entendent par-là permettre les déplacements de la population de Banh vers Ouahigouya et inversement. Cela est plus visible dans le Loroum précisément dans la commune de Banh où les populations rejoignent Ouahigouya sans crainte.

- **SGVB**

Huit (08) dossiers ont été ouverts ce mois. Il s'agit d'un (01) cas de viol, de 04 cas de déni de ressources et de 03 cas violences psychologiques et émotionnelles. Les présumés auteurs seraient des HANI. . Si

les dénis de ressources et violences psychologiques sont antérieurs à la période de rapportage, le viol s’est plutôt produit en novembre. Les causes de ces différentes violences sont entre autres la pauvreté, l’ignorance et le déplacement forcé de la personne selon les personnes interviewées. Cependant, les survivants sont confrontés à de multiples difficultés comme la pauvreté, la perte de l’estime de soi etc. Notons que tous ces dossiers concernent la province du Yatenga, notamment la commune de Ouahigouya.



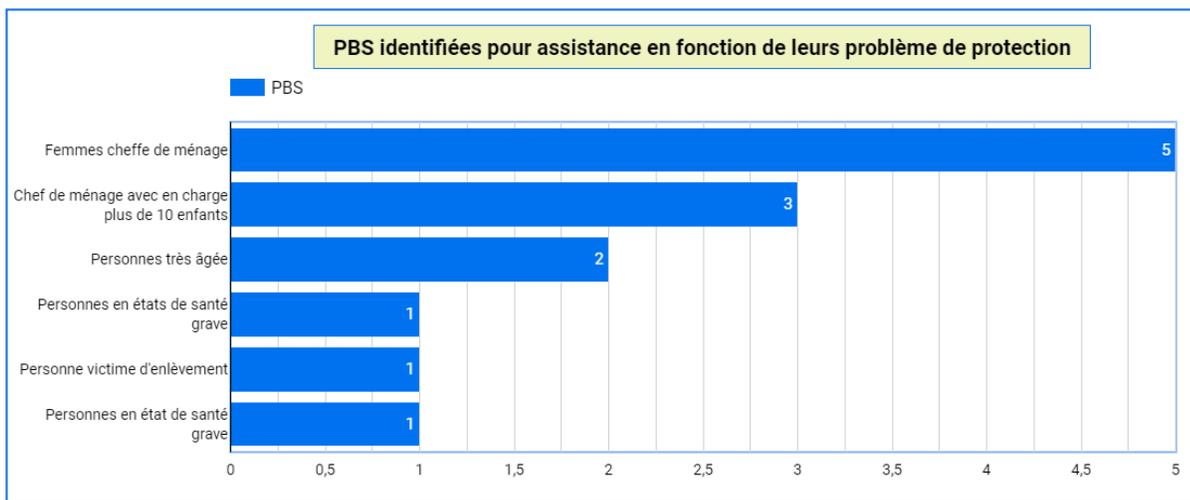
Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSONS-Nord

De l’analyse de la carte, il ressort clairement que le mariage précoce et les Mutilations Génitales Féminines sont de loin les typologies de VBG rencontrées dans pratiquement toutes les localités. Ces pratiques bien que relevant des Pratiques Traditionnelles Néfastes (PTN) sont entretenues de génération à génération. Le mariage précoce par exemple a été accentué avec la crise dans des localités comme Ouahigouya, Titao et Thiou.

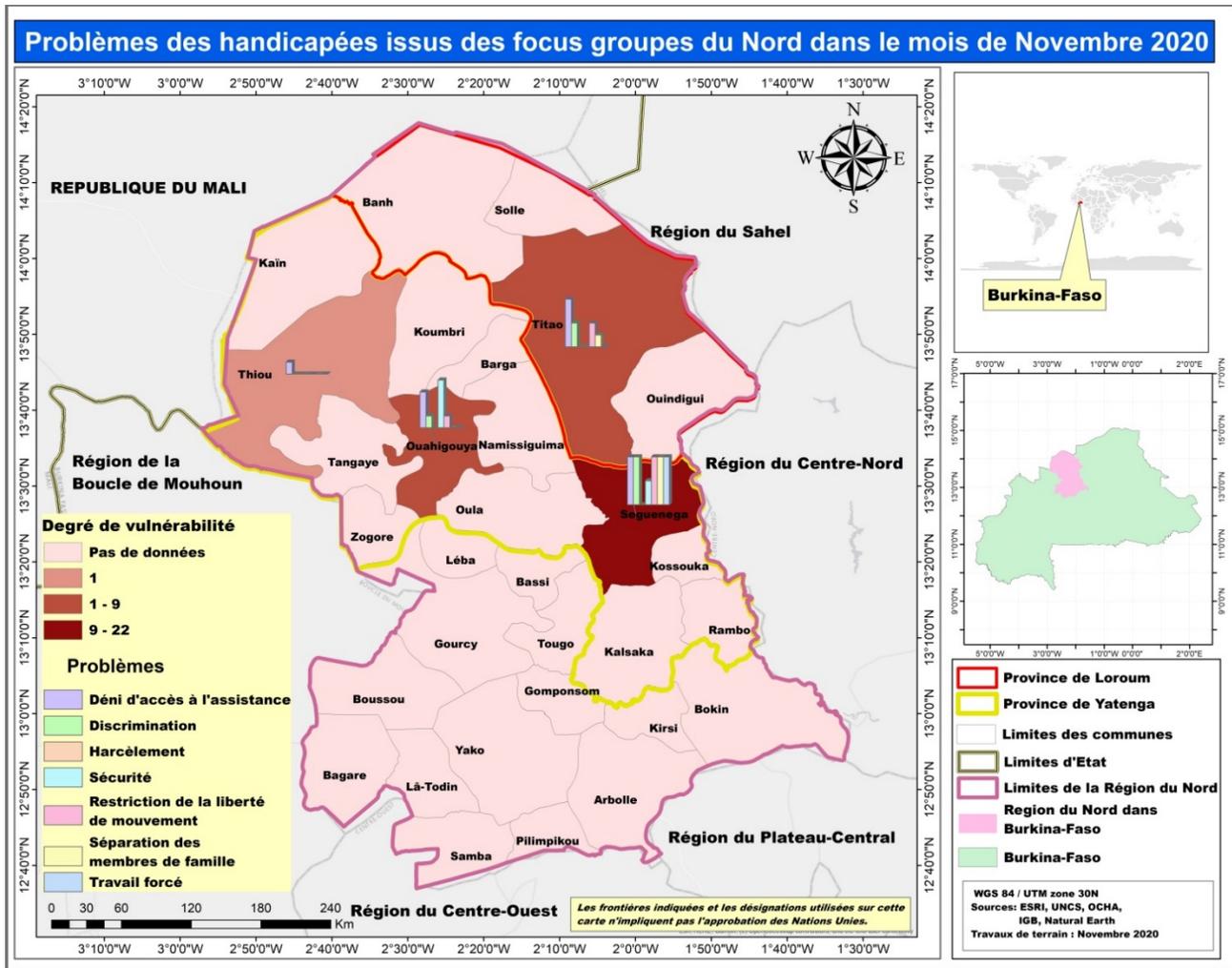
- **Problèmes spécifiques de certains groupes à risques- personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)**

Les groupes à risques identifiés ce mois encore sont les personnes déplacées et hôtes vivant dans les zones à fort risque sécuritaire. En plus de l'insécurité physique, ces populations peinent à accéder aux services sociaux de base. Pour atténuer cette difficulté, l'OIM entend distribuer des abris à Séguénéga sur les sites de regroupement de PDI à Ramensé et à Gorin au regard des besoins exprimés par les services techniques communaux.

Les groupes de PBS restent les mêmes à savoir les femmes veuves cheffes de ménages, les personnes âgées sans soutien, celles vivant avec handicap, les personnes victimes d'atteintes à la propriété, les survivants de Restes Explosifs de Guerres (REG). Pour le mois de Novembre, 12 PBS dont 11 femmes et 01 homme ont été identifiés et assistés en cash dans la région ; respectivement 05 dans les provinces du Loroum, commune de Ouindigui ; et 07 au Yatenga, plus précisément les communes de Ouahigouya et Thiou.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Nord



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Nord

Comme les mois précédents, la stigmatisation ethnique est restée une triste réalité dans la région et a été observée pratiquement dans toutes les communes. Cependant, les communes de Séguénéga, Thiou, Barga, Titao et Ouindigui semblent vivre beaucoup plus ce problème souvent masqué au regard de sa complexité.

Protection de l'enfance

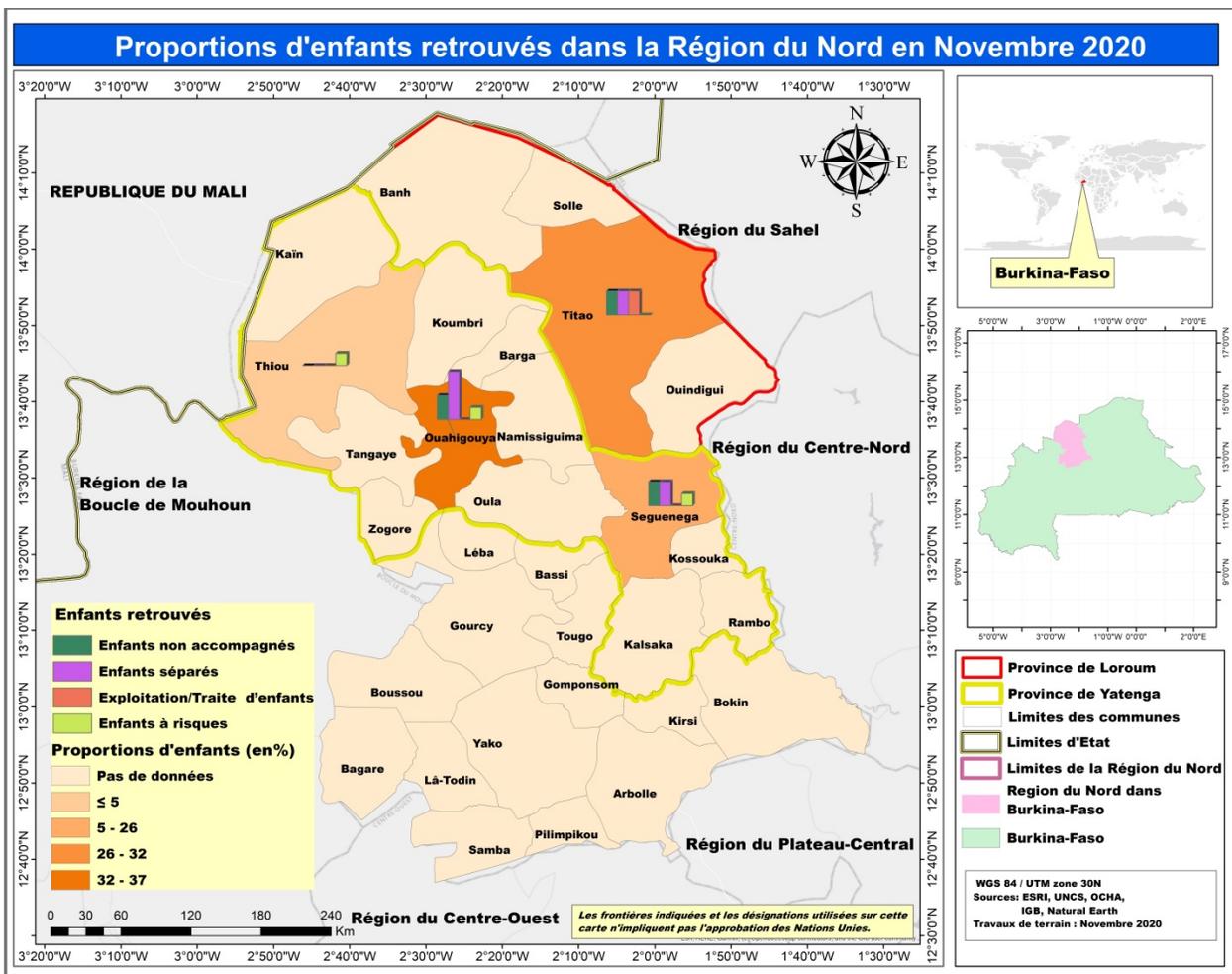
Le problème d'accès aux actes de naissance demeure une difficulté pour les enfants surtout dans la commune de Séguénéga. On note près de 100 enfants nés dans la commune et 700 enfants PDI sans documents d'état civil.

L'insuffisance des infrastructures publiques et le manque de moyen financier pour accéder aux établissements privés endigent également l'accès à l'éducation des enfants PDI. Près de 75 enfants non scolarisés, dont 45 garçons et 30 filles ont été identifiés ce mois dans le cadre du monitoring sur le site de Ramensé. Dans la même localité, 71 enfants travaillant sur des sites d'or aux côtés de leurs parents

ont été identifiés. Ces derniers passent leurs journées sur les sites d'or et exposés aux maladies respiratoires.

Il faut noter que les enfants à bas âges n'ont pas d'espace de distraction et d'occupation. Cependant, ils suivent leurs parents sur les sites d'orpaillage ; toutes choses qui les exposent à de multiples risques et aux maladies respiratoires. En rappel, dans cette même commune, une PDI avait perdu sa fillette de 02 ans suite à une malnutrition sévère et aigue.

Signalons qu'INTEROS à travers son projet protection de l'enfance sur financement de UNICEF appuie les enfants en matière de frais de scolarité et d'établissement des actes de naissance dans la commune de Séguénéga. Cependant, les enfants nés hors de la commune sont plus nombreux, mais pour l'instant, la loi ne permet pas l'établissement des actes de naissances pour les PDIs par l'Officier d'état civil du lieu de déplacement. Il faudrait donc mener des plaidoyers dans ce sens.



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTEROS-Nord

- Etat de droit**

Dans la région du Nord on note une difficulté générale des PDIs à accéder aux documents d'état civil. Cette situation concerne aussi bien les adultes que les enfants. L'absence des services de l'état civil à

Koumbri, Banh, Tangaye, Thiou et Sollé aggrave la situation.

Sur le plan de la libre circulation des personnes et de leurs biens, les VDP font, en plus des FDS des contrôles réguliers sur certains axes comme Ouahigouya-Koumbri-Banh, Ouahigouya-Titao, Titao-Posso-Banh, Titao-Ouindigui pour ne donner que ces exemples. Cependant, des participants peulhs à des focus groups de Titao ont dit ne pas être rassurés des actions de ces derniers. Ces derniers estiment être persécutés et victimes de suspicions sans fondement aucun.

- **Protection basée sur la communauté - comités de protection**

Les 10 comités de protection mis en place sont d'une grande aide dans l'identification des personnes à besoins spécifiques dans la région. Ils se sont investis une fois de plus dans l'identification des PBS, les alertes des incidents de protection et la mobilisation des participants aux focus groups de discussions dans les villages. Ils accompagnent également les équipes dans la réalisation des activités de P21 et œuvre dans le sens de la cohésion sociale.

Une rencontre-bilan est en cours en vue de faire le bilan des différentes activités de l'année, d'analyser les forces et les faiblesses et de proposer de nouvelles stratégies pour la réussite des activités.

En ce qui concerne **la cohésion sociale**, la stigmatisation ethnique est l'autre face "voilée" du conflit. Elle est beaucoup plus accentuée dans les communes de Séguénéga, Barga, Thiou et Titao. Pour y faire face, les actions tendant à renforcer le vivre ensemble se multiplient au niveau de la région à travers le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) en collaboration avec le PNUD, l'ONG EDUCO, des associations comme TABITAL-LOBAL, GASGODE, etc ; et INTERSOS à travers la composante gestion des conflits du projet.

Dans la commune de Séguénéga, une sensibilisation a été faite par les relais communautaires d'INTERSOS (comité de protection et point focal communautaire) à l'endroit des Volontaires pour la Défense de la Patrie pour renforcer la cohésion sociale. En rappel, les VDP persécutaient (contrôle inopiné, représailles et taxations arbitraires) la communauté peulh de Ramensé. Cette sensibilisation a touché 20 leaders VDP.

Il faut noter que la communauté peulh de Barga est également confrontée à cette même situation. En effet, le 04 novembre dernier, lors d'une patrouille 04 jeunes peulhs furent enlevés par les VDP. Fort heureusement ils ont été libérés par une patrouille des Force de défenses et de Sécurité (FDS). Cette situation amène cette communauté à se replier sur elle-même et à restreindre ses mouvements. Le plan d'actions du comité mixte de dialogue et d'intercession intercommunautaire de cette localité a pris en compte cette donne et travaille à y trouver une solution.

- **Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour**

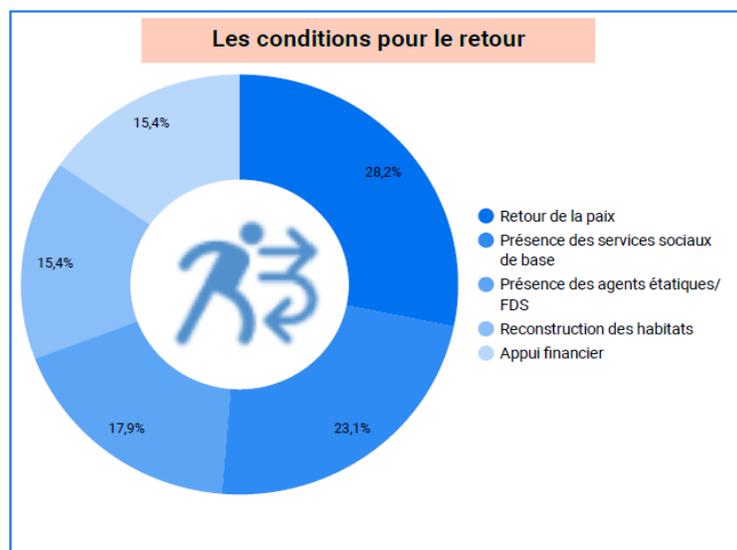
La plupart des PDIs vivent dans des quartiers précaires, dans des maisons d'emprunt, ou inhabitées ou en location malgré l'effort des structures comme Plan et OIM, en termes de réalisation d'abris dans la

région. Le constat se fait aussi bien dans les centres urbains comme Ouahigouya et Titao que dans des villages comme Ramensé et Barga.

A Ouahigouya, les prix des terrains non lotis ont connu une flambée depuis le début de l'année 2020 avec l'afflux des PDIs dans cette ville.

L'accès des PDIs de Ouahigouya, Titao et Thiou à la terre reste une question à laquelle des solutions endogènes semblent indiquées. En effet, s'il est vrai que la terre appartient à l'Etat, il est aussi évident cet Etat ne remet pas complètement en cause l'organisation traditionnelle d'exploitation de la terre.

- **Solutions durables**



Source : Monitoring communautaire, novembre 2020, INTERSOS-Nord

D'une manière générale, les PDIs rencontrés sur les sites (Ouahigouya, Titao, Ouindigui, Séguénéga) dans le cadre du monitoring communautaire souhaitent un jour regagner leurs villages d'origine. Cependant, le retour de la paix, la présence des services sociaux de base, la reconstitution de leurs habitats sont entre autres facteurs à prendre en compte.

Coordination et partage d'information

Au niveau régional, INTERSOS participe activement aux cadres de concertations des acteurs de protection existants. Elle a pris part à une réunion du cluster protection ; une réunion au cours de laquelle les défis sécuritaires et de protection ont été partagés. Face à chaque défi, des actions ont été proposées par structure. Elle a participé à 2 réunions hebdomadaires de sécurité organisé par INSO. Aussi INTERSOS partage-t-elle les différents rapports flash incidents ainsi que les rapports mensuels de protection avec le HCR. En novembre, 1 rapport flash incident portant sur l'empêchement de certains

villages de Tangaye à exercer leurs droits de vote. L'équipe protection participe également à la réalisation d'un certain nombre d'activités en collaboration avec le bureau du Nord du HCR.

A titre illustratif, les distributions des 1000 kit de dignité aux femmes et filles à risques de VBG et 1000 foyers améliorés à gaz sont en cours de préparation. Il en est de même pour l'organisation des 16 jours d'activisme dans la région. Plusieurs activités de prévention et de réponse aux VBG sont prévues dans le cadre de ces 16 jours d'activisme.

Par ailleurs, INTERSOS à travers le Projet Protection de l'Enfance est Co-lead du domaine de responsabilité de la protection de l'enfance ; la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire du Nord étant le Lead. C'est le Chef de Projet Protection de l'Enfance qui a été désigné comme Co-Lead.

Des efforts sont faits, mais il faut noter des insuffisances en termes de référencements et de coordination des actions des acteurs humanitaires sur le terrain. Au-delà des clusters déjà fonctionnels, il serait plus efficace d'avoir un cadre de concertations entre acteurs humanitaire sous le leadership de l'autorité régionale, à défaut, la Direction Régionale en charge de l'Action Humanitaire.

Recommandations et actions de suivi requises

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et à quelle entité)

N°	Domaines	Localités	Recommandations	Entités concernées
1	Nutrition-sécurité alimentaire	Ouahigouya, Thiou, Titao, Séguénéga, Andékanda, Ouindigui, Banh	Envisager des campagnes de distribution de vivres et de rations pour enfants sur les différents sites de la région	Santé/Sécurité alimentaire (CONASUR/SONAGESS)
2	Cohésion sociale	Suéguénéga, Titao, Ouahigouya	Mettre en œuvre des actions de promotion de la cohésion sociale	Autorités régionales et locales avec l'appui des ONGs

ACTIONS REQUISES DU HCR

DOMAINES	ACTIONS	OBSERVATIONS
ABRIS	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la location, en matériaux de construction et installation de RHU sur certains sites d'accueil. 	
Droits aux Logements, terres et biens	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des terrains non lotis achetés par les PDIs . Enquete fonciere 	
Accès des élèves PDI à l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Construction et équipement de salles de classes dans les villes de Ouahigouya, Thiou, Titao et Séguénéga Paiement des frais de scolarité des élèves déplacés en difficultés à la rentrée prochaine 	

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER & AOR	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
---------------	-----------	-----------	-----------------

SECURITE, MINES, ALPC, REG	Banh, Sollé, Ouindigui	Insécurité et présence de mines sur certains axes routiers	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faire un plaidoyer pour le déminage des localités concernées et sensibiliser sur les risques d'IED. 2. Intensifier les patrouilles dans les localités de Banh, Sollé, Ouindigui, Kain et Thiou
EDUCATION	Titao, Ouahigouya	Déscolarisation/Faible capacité d'accueil des établissements des localités d'accueil	<ol style="list-style-type: none"> 1. Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès équitable à l'éducation 2. Construction de salles de classes ; 3. Parrainages scolaires des élèves déplacés
SANTE/NUTRITION	Ouahigouya, Titao, Ouindigui, Séguénéga, Koumbri	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de maladies liées à l'insuffisance d'hygiène -Risques de malnutrition sévère chez les enfants de moins de 3ans 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation des communautés sur les maladies liées au manque d'hygiène ; 2. Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires ; 3. Renforcement des capacités des Agents de Santé à Base Communautaires (ASBC) et des Organisations à Base Communautaire intervenant dans le domaine de la santé ; 4. Dépistages des enfants de 0 à 3 ans sur la malnutrition et distribution de ration alimentaire sur les sites
ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Ouahigouya Touzagué Tamsin Saye Lilgomde Titao Ouindigui	<p>La région connaît une insuffisance des ressources en eau potable. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité sur les sites d'accueil</p> <p>Pour les toilettes. Malgré la bonne pluviométrie, les villes de Ouahigouya et Titao connaissent une insuffisance en matière d'accès à l'eau potable. L'ONEA ne semble pas pouvoir satisfaire à la demande en eau.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) 2. Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.)
ABRIS ET VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> • Ouahigouya • <i>Route de Youba</i> • Séguénéga 	Malgré les efforts consentis par le HCR, Plan et OIM l'accès aux abris demeure l'un des besoins exprimés par les PDI.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Octroyer des appuis financiers pour la location et/ou des matériaux de construction ;

		Du côté des vivres, le CICR est venu renforcer les distributions faites par l'Action Sociale, mais elles sont encore nombreuses ces PDI qui n'arrivent pas à se garantir 2 repas par jour.	2. Renforcer la sécurité en vue de l'acheminement de vivres et non vivres dans les zones à risques comme Posso et Ingané par les humanitaires et les commerçants ;
COEXISTENCE PACIFIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Ouahigouya • Titao • Route de Youba • Thiou • Sollé • Banh • Suéguénéga 	<p>Malgré les sensibilisations et la multiplication des conférences sur la cohésion sociale dans la région, les préjugés et la stigmatisation demeurent des tristes réalités.</p> <p>L'observation des principes d'impartialité et de neutralité est même parfois mise à rude épreuve par rapport à l'assistance de certains groupes ethniques.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues intercommunautaires sur la cohésion sociale entre les PDI (anciennes et nouvelles) et les populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDI les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Mettre à contribution les radios communautaires pour des sensibilisations de masse
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Séguénéga 	Les conditions d'hébergement des PDI en est un autre. Avec les expositions diverses des enfants, il y a lieu de craindre des traites et des pires formes de travail de ceux-ci.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisations sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) ; 2. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil ; 3. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte ; 4. Renforcer les capacités locales pour le signalement des cas de VBG et de violences faites aux enfants

MESURES DE PREVENTION ET DE RÉPONSE AU COVID-19

Pour ce mois, 17 causeries éducatives sur les mesures barrières à la COVID-19 ont permis de toucher 102 personnes dont 45 hommes et 57 femmes dans les communes de Séguénéga (Gambo et Gorin), Ouahigouya et ses différents secteurs (secteur 01, Oufré, Saye, Site route de Youba, Tamsin et Gourga) et la commune de Titao à savoir Rambo, AK, Watinoma, Kapalin et Ouindigui.

ANNEXE : TABLEAU DES INCIDENTS

N	Localités	Description de l'incident	Types de violations	Personnes directement affectées par l'incident
1.	Koumbri/Soulou	01 leader communautaire a vu son débit de boisson saccagé.	-Violation du droit à la propriété et à la sécurité des personnes.	
2.	Tangaye	La population de la commune a reçu des menaces des HANI les interdisant de participer aux votes le 22 novembre dernier.	-Violation du droit politique des personnes	1000 personnes